



## RAPPORT DE MISSION



### **EAU4Food Tunisie**

#### **Mission exploratoire pour la mise en place des CoP et LPA**



**Semaine du 02 au 06 avril 2012**

Amar Imache, Lisode Email: [amar.imache@lisode.com](mailto:amar.imache@lisode.com)  
Jean-Yves Jamin, Cirad UMR G-Eau Email: [jamin@cirad.fr](mailto:jamin@cirad.fr)

## Relevé de conclusions

- Le contexte postrévolutionnaire est favorable à la mise en place de démarches participatives, car l'expression et les échanges de points de vue sont plus libres. Cependant, une certaine instabilité institutionnelle demeure (syndicats, GDA, etc.), qui ne facilite pas la mobilisation de tous les acteurs.
- Le projet Eau4Food Tunisie travaillera dans la zone de Jendouba comme site principal, favorable pour développer l'ensemble des WPs, et dans la zone de Kairouan comme site secondaire, où les travaux seront principalement axés sur la gestion des eaux souterraines.
- La première approche fait ressortir que la disponibilité de l'eau en tant que ressource n'est pas un problème majeur, c'est plutôt sa gestion qui pourrait être une contrainte à l'intensification. La maîtrise de l'irrigation et l'engorgement des sols, sont des problèmes importants. A côté des problèmes techniques, il y a aussi des problèmes d'organisation et de conflits entre acteurs (agriculteurs, GDA, CRDA, filières). Le problème de l'équipement renvoie aussi à de niveaux de gestion, d'organisation collective ou de recours à des sociétés de prestation de service à créer. Une préoccupation commune (agriculteurs, chercheurs, administration et sucrerie) est le déséquilibre des rotations, avec trop de céréales et insuffisamment de têtes de rotation améliorantes (fourrages, betterave, maraîchage), du fait des marchés agricoles, du climat et des sols lourds et facilement engorgés.
- Il faudra identifier avec les agriculteurs des lieux favorables pour les CoP, permettant une bonne participation des agriculteurs, une mise en confiance, et un isolement des instabilités actuelles.
- Pour la LPA (forum d'échange d'expérience), il faudra continuer le travail de mobilisation des responsables locaux et nationaux dans cette instance (rencontres directes et individuelles pour présenter le projet et mesurer la réceptivité des interlocuteurs)
- Les chercheurs de l'Inrgref accueillent favorablement la posture adoptée dans ce projet (attendre les résultats des CoP et LPA pour lancer les actions de recherche)
- Les premières CoP seront organisées à Jendouba dans la première décade de juin, et les agriculteurs seront préparés à la LPA de mi-juin. L'équipe CISC qui a déjà exprimé son intérêt pour la Tunisie y sera invitée ; les autres équipes Eau4Food le seront aussi, en fonction de leur intérêt et de leurs compétences. Des travaux d'enquêtes et de diagnostic additionnels seront lancés en mai, pour mieux saisir la diversité des exploitations et des problèmes des agriculteurs et ainsi permettre une meilleure représentation dans les CoP. Le Cirad est prêt à y participer avec l'Inrgref
- L'implication de chercheurs et techniciens Inrgref et Ingc dans l'animation des CoP et LPA, initiée durant la mission, va être renforcée par une formation spécifique courant mai
- Une première équipe associant Inrgref, Ingc, Cirad et Lisode s'est mise en place. La participation d'autres collègues Eau4Food est bienvenue s'ils viennent sur le terrain.
- Le rapport de base sur Jendouba sera préparé pour fin mai. L'équipe Cirad apportera son appui à l'équipe Inrgref.
- Pour Kairouan, le programme de travail devra aussi être précisé sur la base des moyens humains effectivement disponibles.

## Executive summary

- In Tunisia, the post-revolutionary context is favorable to the implementation of participatory approaches, because the exchanges are freer now. However, some institutional instability remains (farmers' unions, WUA, etc.) which does not facilitate the mobilization of all actors.
- In Tunisia, the Eau4Food project will work in the Jendouba area as primary site, favorable for all WPs activities and in the Kairouan area as secondary site, mainly on groundwater management.
- In first approach, water availability is not a problem in terms of resource, but it is rather its management that could hamper intensification. Irrigation management and water logging appeared as important. Beside technical problems, there are organizational problems and conflicts between different stakeholders (farmers, WUA, development offices, value chains). The equipment problem (for soil preparation, etc.) also refers to technical, management, organizational issues; service providing societies do not exist. A common concern (farmers, researchers, government and sugar factory) is the imbalance of rotations, with too much cereal crops and not enough ameliorative crops (fodder, sugar beet, market gardening), because of agricultural markets, climate, heavy soils and water logging.
- Locations favorable for the CoP venue should be identified with farmers; they should allow good farmer participation, trust building, and isolation from current instabilities.
- For the LPA, we have to continue to mobilize local and national decision makers in the process (direct and individual meetings to introduce the project and evaluate the stakeholders interest and receptiveness)
- Researchers at INRGREF welcome the posture adopted in the project: waiting for the outcomes of CoP and LPA to identify research topics and actions.
- The first CoPs will be organized in Jendouba in the first decade of June, and farmers will be prepared for the LPA to be held mid-June. The CISC team has already expressed interest in working in Tunisia and will be invited; the other Eau4Food teams will also be invited, according to their interests and skills.
- Investigations and interviews will be implemented in May, to refine the diagnosis and better understand the diversity of farms and farmers' problems, allowing thus a better farmers' representation in CoPs. CIRAD is ready to participate with INRGREF
- The involvement of INRGREF and INGC researchers/technicians in the facilitation of CoP and LPA, was initiated during the mission. It will be strengthened through specific training in May
- A first working team combining INRGREF, INGC, CIRAD and LISODE was established. The involvement of other Eau4Food colleagues is welcome if they come to work in the field.
- The baseline report will be prepared based on Jendouba area for late May. The CIRAD team will participate and support the INRGREF team.
- In the Kairouan area, the work program should be clarified on the basis of actual available human resources.

## SOMMAIRE

Executive summary .....	3
Aperçu du planning prévu de la mission .....	5
Rappel des objectifs de cette mission .....	5
Déroulement de la mission .....	6
Participants EAU4FOOD .....	6
Journée du lundi 02 avril 2012 .....	6
Journée du mardi 03 avril 2012.....	6
Journée du mercredi 04 avril 2012 .....	9
Journée du jeudi 05 avril 2012 .....	14
Tunis.....	16
DISCUSSION à L'INRGREF le vendredi 06 avril 2012.....	18
Programme pour la suite .....	20
Annexes.....	21

## APERÇU DU PLANNING PRÉVU DE LA MISSION

<b>Lundi 02 avril</b> : Arrivée fin de matinée ; 15 h 00 : Visite DG/GREE. 16 h 30 : Visite INRGREF
<b>Mardi 03 avril</b> : 9 h 30 : Visite INGC Boussalem. 11 h 30 : Visite CRDA Jendouba – Après midi : visites d’agriculteurs
<b>Mercredi 04 avril</b> : 9 h 30 : Visite d’agriculteurs betteraviers. 11 h 30 : Visite de l’usine Général Industrie Nord (betterave). Après midi : rencontre avec un groupe d’agriculteurs à l’INGC (proto CoP)
<b>Jeudi 05 avril</b> : rencontre avec un groupe d’acteurs institutionnels Lieu : INGC, DG/GREE, CRDA, GIN, LINO, Office élevage, Office céréale, INRGREF, Cirad – Après midi : Visite DG/RE, Visite INAT
<b>Vendredi 06 avril</b> : Restitution / débriefing à l’INRGREF et planification des activités

## RAPPEL DES OBJECTIFS DE CETTE MISSION

### Rappel du cadre d’intervention

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités WP1 et WP3 du projet EAU4Food en Tunisie, Lisode (Amar Imache) et le Cirad (Jean-Yves Jamin) ont effectué avec les équipes INRGREF et Cirad-Tunisie, une mission de terrain pour rencontrer différentes parties prenantes en vue d’organiser (probablement en juin 2012) deux types de rencontres entre acteurs : CoP (Communauté de pratique) et LPA (Forum d’échange d’expérience). Les différentes parties prenantes rencontrées avaient été contactées et les rencontres organisées, par l’INRGREF (Abdelaziz Zaïri), pour les responsables institutionnels, et l’INGC – Institut National des Grandes Cultures (Anis Bousselmi), pour les agriculteurs.

La présente mission avait pour objectif de mettre en œuvre les activités prévues dans le cadre du WP 1 que Lisode coordonne en Tunisie, en collaboration avec les chercheurs Cirad et Inrgref impliqués dans le WP1 et le WP3.

Cette première étape d’intervention est capitale, car de son succès dépend la suite du travail planifié. Plusieurs types d’ateliers avec des agriculteurs et des représentants institutionnels sont prévus afin de :

- Motiver les acteurs à s’impliquer activement dans la démarche en trouvant un intérêt propre;
- Mettre en évidence la vision de chaque groupe d’acteurs concernant les problématiques agricoles de la région de Jendouba et les différentes innovations existantes permettant d’y faire face ;
- Préparer les différentes catégories d’acteurs à un échange constructif avec les autres acteurs, en identifiant notamment des pistes d’actions sur lesquelles ils souhaitent collaborer et pour lesquelles les chercheurs du projet EAU4Food peuvent les accompagner.

En annexe, sont détaillées les deux types de plateformes de dialogue (Cop et LPA) qui seront utilisées dans le projet afin d’arriver à atteindre ces objectifs.

### PARTICIPANTS EAU4FOOD

Outre A. Imache et JY Jamin, ont participé à cette mission les chercheurs Inrgref et Cirad impliqués dans le projet Eau4food en Tunisie : Abdelaziz Zaïri, Insaf Mekki, Olfa Mahjoub, Salia Hanafi, Tarek Ajmi, Haithem Bahri, Serge Marlet, Julien Burte ; les collègues de l'INGC, Anis Bousselmi et Slim Arfaoui nous ont accompagnés sur le terrain.

### JOURNÉE DU LUNDI 02 AVRIL 2012

Arrivée à 23h30 à Tunis après 14 heures de retard dû à une grève des contrôleurs aériens en France, ce qui a contraint à reporter au jeudi 05 avril la réunion avec la DGGR initialement prévue l'après-midi du lundi 02 avril.

### JOURNÉE DU MARDI 03 AVRIL 2012

Départ de Tunis (07H00) pour Jendouba (un peu plus de deux heures de route). Nous étions attendus à l'INGC- Boussalem par Anis Bousselmi et son directeur. Nous avons commencé nos discussions à 9H30.

Etaient présents à cette rencontre : Halim Ben-Haj-Salah (directeur général de l'INGC), Anis Bousselmi (Ingénieur INGC spécialisé dans le pilotage des irrigations), Abdelaziz Zaïri (DG INRGREF), Salia Hanafi (chercheuse INRGREF), M. Kharbache (Consultant pour la sucrerie BEN BECHIR de Boussalem), Jean-Yves Jamin (Cirad G-Eau), Amar Imache (Lisode). Nous ont rejoints plus tard Slim Arfaoui (technicien INGC) et Tarek Ajmi, Insaf Mekki, Olfa Mahjoub et Hacib Amami (chercheurs et ingénieurs de l'INRGREF).

M. Kharbache a présenté les « vertus » de la betterave à sucre (« très bon précédent cultural, limite les maladies et les mauvaises herbes, fournit des sous-produits pour le bétail... ») L'enjeu de la remise en marche de la sucrerie qui a fermé depuis une dizaine d'année, est a priori de taille au regard des investissements consentis par le repreneur et par l'Etat (subventions). Elle se fait également dans une perspective d'importation de sucre brut (du Brésil) pour le raffiner sur place. M. Kharbache a souligné la collaboration de la sucrerie avec l'INGC autour de la sélection des cultivars pour la betterave à sucre. Cependant, certains restent perplexes quant à l'adhésion des agriculteurs au retour de la betterave à sucre, après la fermeture de la sucrerie entre 2000 et 2010 et le fonctionnement minimal depuis deux ans (emblavures sur 100 ha pour tester la fonctionnalité des machines), sauf si le prix minimal du kg de betterave était porté à 0,8 DT (dinar tunisien) pour motiver les producteurs.

Après des discussions préliminaires sur le projet EAU4Food, et notamment sur le types d'innovations dont il s'agit dans ce projet, le directeur général de l'INGC, qui est aussi maître de conférences à l'INAT, a guidé la visite des lieux et a présenté l'INGC.



L'INGC, n'existe en tant qu'institut national que depuis 2009. Son « ancêtre » était le CTC (centre technique des céréales). Ce qui distingue l'INGC du CTC c'est d'abord son statut (établissement public à caractère non administratif) et ses missions supplémentaires au-delà du volet technique et vulgarisation. En effet, l'INGC avec 17 ingénieurs et 7 techniciens, a une vocation de recherche appliquée dans tout ce qui touche aux grandes cultures (céréales, cultures industrielles et fourragères, légumineuses, betterave à sucre). Ceci se traduit notamment par des études prospectives et de la dissémination.

L'INGC coordonne deux grands projets de coopération : un avec l'AFD sur le semis direct (agriculture de conservation) et un avec l'ICARDA sur la sécurité alimentaire dans les pays arabes. Les essais sur le terrain sont conduits sur 40 parcelles (dont 15 gérées uniquement par l'INGC et les autres gérées en collaboration avec les CRDA – Commissariats régionaux au développement agricole).

L'établissement a deux conseils : un conseil d'entreprise et un conseil scientifique. Leur point faible, selon le DG, réside dans la faible représentativité des agriculteurs.

Les ressources financières pour le fonctionnement de l'INGC proviennent à 100% des taxes prélevées sur la production nationale de céréales. Ces taxes sont de l'ordre de 4,3 DT/tonne pour le blé. Les salaires sont pris en charge par l'Etat.

Pour les agents de l'INGC, les principaux problèmes de l'agriculture dans la région sont :

- Le tour d'eau ne correspond pas toujours à la configuration et à la demande des exploitations
- Matériel d'irrigation inapproprié (goutte à goutte réutilisé pour des céréales,...)
- Réseau en mauvais état (fuites)
- Mauvaise qualité des semences
- Mauvais drainage (stagnation des eaux de pluie ou d'irrigation dans des sols lourds et entretien insuffisant ou inexistant du réseau du drainage)
- Absence de sociétés de services pour effectuer les travaux du sol (équipement)
- Mauvais fractionnement des engrais durant la campagne agricole
- Mauvaises herbes non maîtrisées (problème d'équipement de traitement)



- Manque de communication et d'informations

En l'absence du DG du CRDA de Jendouba, « réquisitionné » par des agriculteurs venus se plaindre, M. Bengagi Chabane nous a reçus en sa qualité de chef arrondissement exploitation des périmètres irrigués. Après information sur le projet EAU4Food, il a manifesté son soutien à la démarche et sa disponibilité pour apporter son appui si besoin.

Au CRDA, l'actualité du moment concerne les dettes liées aux non paiement des redevances d'eau d'irrigation par les agriculteurs (dettes vis-à-vis des GDA - Groupements de Développement Agricole, en charge de la gestion de l'eau, et dettes plus anciennes vis-à-vis des CRDA). L'année de la révolution a accentué ce problème, et le nombre d'agriculteurs endettés a considérablement augmenté. Le Ministère de l'agriculture vient de décider d'effacer 30% des dettes des agriculteurs, de demander le paiement immédiat de 20% et d'échelonner les 50% restants sur 5 années. Pour notre interlocuteur, cette initiative pourrait être contre productive, car elle pénalise les « bon payeurs » qui risquent de ne plus vouloir payer à l'avenir. La non politisation de l'agriculture et la privatisation des services de l'eau d'irrigation sont les deux pistes de sortie de cette crise pour notre interlocuteur.

Dans l'après midi, nous avons rencontrés sur le terrain plusieurs agriculteurs, dans leurs exploitations.



Les exploitations que nous avons visitées sont situées dans le périmètre irrigué du Brahmi (5000 ha irrigables) et sont gérées par des agriculteurs partenaires de l'INGC (conduite d'expérimentations chez eux). Nous avons rencontré 3 agriculteurs appartenant à un même GDA (Rabiaa), dont 2 anciens techniciens reconvertis sur les terres publiques (10 et 15 ha), c'est ce qui est appelé en Tunisie « les lots techniciens ». La totalité de leur superficie est irriguée. Ces deux anciens techniciens occupent respectivement la position de président du GDA, et de membre du Conseil d'Administration. Ils possèdent des baux de 40 ans, qui auraient été ramenés par l'État à 15 ans (ces aspects fonciers demanderont à être vérifiés et approfondis). Le troisième agriculteur est propriétaire, il exploite 22 ha (dont 18 loués) : 3 ha en sec, 19 ha irrigués. La majorité des agriculteurs cultivent des céréales en



continu, du fait de : i) la fermeture de la laiterie (qui est actuellement ré-ouverte), ii) la fermeture de la sucrerie, iii) la pression du CRDA qui rappelle la « vocation céréalière de la région » depuis crise alimentaire de 1998, iv) le vieillissement des agriculteurs qui manquent de main d'œuvre pour assurer l'entretien que nécessitent les cultures maraichères.

Cependant, le développement des céréales en quasi mono culture (absence de rotation avec des plantes sarclées ou des fourrages), n'est pas sans conséquences pour les agriculteurs : chute des rendements, maladies....

Les solutions, selon nos interlocuteurs, sont peu nombreuses :

- Le maraîchage peut être intéressant (certains le pratiquent), mais une partie des terres de la région sont lourdes et lui conviennent mal ; les tomates, les piments et les petits pois sont cultivables dans la région, et même les pommes de terre, mais il y a un problème de financement pour faire face aux exigences des cultures maraichères en investissement et en main d'œuvre, plus importantes que celles des céréales. Les problèmes de commercialisation sont aussi des freins pour la pratique des cultures maraichères.
- La betterave : elle est intéressante comme tête de rotation, mais ces agriculteurs ne sont pas intéressés pour l'heure, du fait du prix de vente jugé trop faible (50 DT/t, selon eux il devrait être au moins à 80 DT/t)
- Les fourrages sont présentés comme une bonne solution (pour ceux qui ont un élevage), ainsi que les légumineuses, car ils constituent de bonnes têtes de rotation et enrichissent le sol. De plus, le bétail joue un rôle de thésaurisation.

Les agriculteurs ont évoqué la question du foncier en général et du morcellement des terres en particulier : surfaces trop petites ; baux trop courts pour investir (les techniciens voudraient être propriétaires et non simple locataire de l'État)...

Les agriculteurs ont aussi parlé des GDA qui ne fonctionnent pas bien. Pour eux, ça ne peut pas durer en l'état et il y a 2 options: soit supprimer les GDA et revenir à une vente de l'eau directement par le CRDA (comme dans le passé) ; soit réformer les GDA, pour en faire une initiative de la base, portée entièrement par les agriculteurs (en gardant l'idée des GDA, qui est bonne, mais dont le mode de fonctionnement doit être revu).

Du fait du manque de matériel agricole et des petites surfaces de la majorité des agriculteurs qui ne permet pas un équipement autonome de chaque exploitation, en majorité, un des agriculteurs a lancé la création d'une société de service (type CUMA), avec 30 membres déjà prêts à faire des apports personnels. Les papiers sont déposés auprès de l'administration compétente.

---

## JOURNÉE DU MERCREDI 04 AVRIL 2012

La matinée du mercredi a été dédiée à la visite d'autres exploitations agricoles, qui pratiquent notamment la culture de la betterave à sucre.



Les agriculteurs que nous avons rencontrés font partie du réseau qui travaille avec la sucrerie. C'est M. Kharbache, consultant auprès de la sucrerie, qui les a choisis.

Le premier agriculteur (propriétaire de 12 ha et locataire de 5 ha) que nous avons rencontré travaille au total 17 ha dont 5 ha de betterave avec un rendement de 107 t/ha l'an dernier (rendement élevé que l'agriculteur qualifie de non représentatif, car la moyenne est autour de la moitié, voire moins). Avec un tel rendement, la culture de betterave est rentable pour cet agriculteur qui l'avait déjà pratiquée par le passé). Il possède par ailleurs 7 ha de blé ; 5 ha oignon ; 1 ha fourrage.

Selon lui, avant la fermeture de la sucrerie au début des années 2000, les rotations pratiquées étaient : 1/3 blé, 1/3 betterave, 1/3 oignon. Après la fermeture de la sucrerie, il est passé au maïs ensilage, destiné à l'élevage.

Il a évoqué un grand nombre de problèmes qui se posent à lui: manque d'équipement et de crédit, difficulté de faire certains travaux, manque de moyens pour avoir des salariés, absence d'organisation de la profession (associations, coopératives,...) notamment du fait des expériences passées qui n'ont pas laissé une image positive de tout ce qui touche au collectif.

Un de ses cousins, plus jeune, était aussi présent durant la discussion mais n'a pas osé y participer. Il possède 16 ha, dont 15 ha en blé et 1 ha en fourrages, ainsi que 10 vaches.



Nous avons ensuite visité une grande exploitation : 200 ha dont 60 ha irrigués (50 d'arboriculture). Il s'agit de l'exploitation du leader du nouveau syndicat agricole et président d'un GDA. Il était absent, c'est son ingénieur chef de culture qui nous a présenté l'exploitation. Il a eu un faible rendement en betterave l'an dernier (22 t/ha) à cause d'un semis trop tardif (fin décembre), car la décision de cultiver la betterave a été prise tardivement et une importante pluviométrie a alors encore retardé

la préparation des sols. Cependant, cette décision a été prise avec un risque minimal, car elle ne concerne que 2 ha sur les 200.



La troisième exploitation visitée est la propriété d'un instituteur retraité qui n'habite pas sur place mais à Jendouba. Il possède 25 ha, dont 2 ha cultivés en betterave (par le passé, il cultivait systématiquement un tiers de betterave, comme tête de rotation), 10 ha en féverole et 13 ha en céréales. Il n'a pas d'élevage (car il s'est installé en ville). Son rendement en betterave se situe autour de 85 t/ha (l'an dernier). Cette culture serait rentable pour lui, mais il ne peut pas augmenter la surface actuellement faute d'équipement de préparation du sol, que l'usine peine à mettre à disposition et qu'il ne peut acquérir seul (l'usine avait auparavant toujours assuré le travail du sol pour les agriculteurs, car la betterave exige un matériel spécifique dont aucun agriculteur ne dispose). Pour lui, la betterave est un très bon précédent cultural.

En ce qui concerne la récente décision du ministère de l'agriculture visant à effacer 30 % des dettes des irrigants vis-à-vis des GDA et des CRDA (pour les redevances eau), il nous a avoué qu'il regrette d'avoir payé ses dettes et que cela ne l'encourage pas à être en règle dans le futur.



Nous nous sommes ensuite rendus en compagnie de M. Kharbache et deux techniciens, à la sucrerie de Boussalem. Un ingénieur responsable de la production nous a fait une visite guidée. L'usine, fermée en 1999, traitait 200 000 t de betteraves durant la saison, pour 4 000 ha travaillés. Soit une capacité de traitement de 4 000 t/jour. Le rendement des agriculteurs était de 50 t/ha en moyenne. La pulpe qui reste après extraction du sucre, était restituée aux agriculteurs contractants, à hauteur de 7 t de pulpe par ha de betterave cultivé. Comme stipulé dans le contrat, la pulpe étaient livrée directement sur l'exploitation. Les agriculteurs ne pratiquant pas l'élevage pouvaient vendre leur quota. Le reste de la pulpe était vendu par l'usine à d'autres éleveurs.

En 2011, seuls 13 000 t de betterave ont été produits dans la région, soit 3 à 4 jours de fonctionnement de la sucrerie, qu'il n'est pas rentable de démarrer pour si peu.



D'un point de vue économique, le cours mondial du sucre est à 1,35 DT/kg, alors que le prix en Tunisie est fixé à 1 DT. Or la betterave est payée à 65 DT/t à l'agriculteur, avec une richesse en sucre de 15-16 %, ce qui revient à dire que l'usine achète le sucre (encore dans la betterave, donc non entièrement extractible) à 0,65 DT/kg à l'agriculteur. Si l'on prend en compte la part de sucre qui reste dans la pulpe et la mélasse, et le coût des opérations d'extraction, de raffinage et de conditionnement, le prix de revient sera au dessus du prix actuel. Ceci pose donc la question du prix d'achat de la betterave par l'usine : peut-elle proposer un prix supérieur à 65 DT/t de betterave à l'agriculteur tout en étant rentable ?

Par ailleurs, il faut noter que le redémarrage de l'usine avait été décidé avant la révolution ; le personnel de la levurerie a veillé depuis plus de 10 ans sur l'usine, bénévolement, contre toute tentative de vandalisme, y compris durant la révolution. Mais on sent maintenant beaucoup d'incertitudes dans ses propos.

L'après-midi, une douzaine d'agriculteurs étaient invités à une rencontre en salle, préfigurant la future communauté de pratique (CoP). Au final, seuls 6 agriculteurs ont fait le déplacement à l'INGC.



L'objectif était de présenter le projet EAU4Food aux agriculteurs et de discuter avec eux les objectifs du projet et la méthode avec laquelle on compte travailler avec eux. L'animation a été assurée par Amar Imache, appuyé par Salia Hanafi. Pour favoriser l'expression des différents agriculteurs présents, nous avons utilisé plusieurs outils :

- La discussion n'a impliqué que les agriculteurs eux-mêmes ; les chercheurs présents étaient au fond de la salle, en position d'observateur
- La salle était organisée en demi-cercle sans d'obstacles (tables,...) entre les gens pour stimuler les échanges
- La discussion s'est déroulée en arabe, même si la plupart des agriculteurs pouvaient aussi parler le français, pour qu'ils soient plus à l'aise pour s'exprimer et pour écrire
- Il leur a été demandé d'écrire chacun sur une fiche ce qui pourrait favoriser l'établissement d'un réel dialogue technique, puis les différentes fiches ont été discutées
- Les points de vue individuels étaient systématiquement reformulés par les animateurs afin de s'assurer de la compréhension de l'idée par tous

- Les animateurs ont veillé à ce que chacun s'exprime, en encourageant les plus réservés
- Chaque idée est notée par l'agriculteur lui-même et l'animateur l'affiche sur le tableau
- Deux couleurs principales ont été utilisées pour distinguer les idées concernant les agriculteurs (rose) de celles qui concernent les institutions (bleu). Les idées qui concernent les deux catégories sont écrites sur des cartons d'une troisième couleur (vert)
- Une évaluation à la fin de l'atelier pour recueillir les critiques des participants et leur vision/implication pour la suite

Parmi les participants (cultivant entre 5 et 25 ha), il y avait des anciens fonctionnaires qui ont bénéficié des « lots techniciens » (10 ha chacun en bail « longue durée »), deux présidents de GDA et deux propriétaires/locataires. Il n'y avait pas de locataires « purs ». Nous nous étions déjà entretenus sur le terrain avec trois de ces agriculteurs. Les trois autres avaient répondu à l'invitation de l'INGC sans connaissance préalable du projet.

Le lieu de la rencontre, l'INGC, avait été choisi parce que certains d'entre eux y viennent pour collaborer avec l'INGC. Mais l'éloignement et le cadre formel sont les deux principaux freins que les participants ont soulevés pour expliquer la non-participation d'un plus grand nombre d'agriculteurs. L'un des participants s'est proposé pour trouver un endroit plus favorable pour les prochaines rencontres.

L'autre problème soulevé par les agriculteurs concerne leur propre représentativité, car ils s'estiment non représentatifs des agriculteurs de la zone du Brahmi. Un diagnostic et des enquêtes élargies devraient permettre de répondre à ce problème.

Pour pouvoir réussir le dialogue entre agriculteurs, et entre agriculteurs et représentants des différentes institutions (dans le cadre du travail proposé par le projet EAU4Food en particulier), les participants préconisent :

- D'avoir une bonne représentativité parmi les différentes catégories d'acteurs
- D'être réaliste et responsable (considération générale)
- D'avoir des responsabilités partagées dans le projet
- D'améliorer la communication entre les parties prenantes (notamment avec l'administration)
- Que l'État intervienne en formant des gens compétents et spécialisés / filières et équipement
- D'aller sur le terrain (y compris l'administration) plutôt que de faire des réunions en salle (=> tenir des CoP sur le terrain, au café, au CRDA, au bureau des GDA ?)
- Que l'administration améliore sa communication avec les agriculteurs, notamment en fournissant des informations régulièrement et à temps (tableaux d'affichage,...).

A la fin de la rencontre, cinq agriculteurs sur les six présents ont manifesté leur souhait et leur intérêt pour poursuivre le travail dans le cadre du projet EAU4Food.

La journée du jeudi a été consacrée aux représentants institutionnels qui pourraient participer aux forums d'échange d'expérience (LPA) qui seront organisés dans le futur.

La rencontre a débuté avec une heure de retard, du fait de la difficulté de mobiliser les différentes administrations. Les services du CRDA n'ont pas fait le déplacement, bien que des invitations officielles aient été envoyées par la DG de l'INRGREF. Au final, ont participé à cet atelier de travail, deux représentants de la LAiterie du Nord Ouest (LAINO), deux représentants de l'office de l'élevage, un consultant travaillant pour la relance de la sucrerie, deux représentants de l'INGC, 4 chercheurs et ingénieurs de l'INRGREF et un chercheur du Cirad. L'animation a été assurée par Amar Imache.



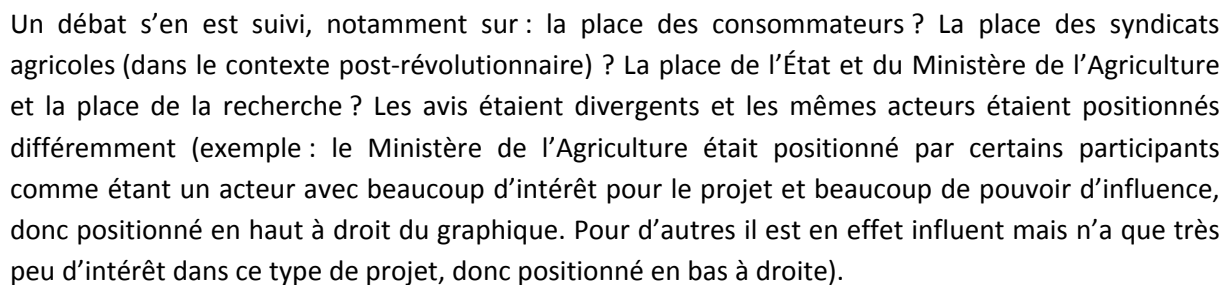
Comme les participants avaient reçu des invitations qui leur donnaient des informations sur le projet EAU4Food, il leur a d'abord été demandé de se présenter individuellement, puis de résumer ce qu'ils ont compris de ce projet : objectifs, durée, moyens, partenaires,... C'est seulement ensuite que le projet, les objectifs de la réunion et l'agenda ont été présentés par Amar Imache. Les questions que les participants ont posées, ont permis à Amar Imache et Abdelaziz Zaïri de préciser certains points. La discussion a alors été consacrée aux conditions nécessaires pour l'établissement d'un dialogue pertinent et pérenne, en utilisant les mêmes outils qu'avec les agriculteurs, plus quelques autres présentés ci-dessous.



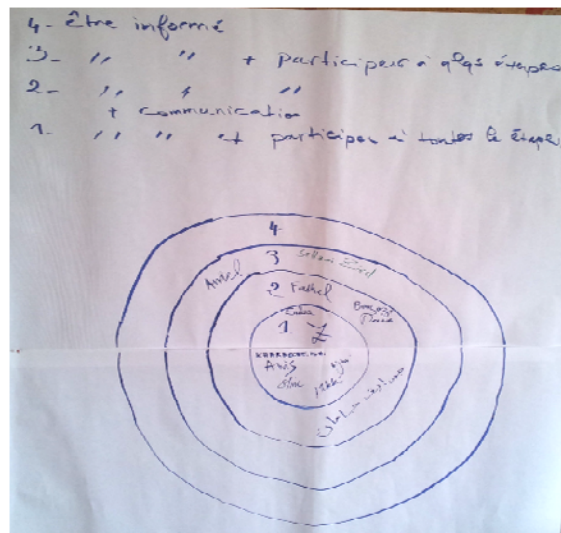
Les participants ont soulevé bon nombre de pré-requis, notamment : Confiance, compréhension, partir des cas réels, améliorer l'existant, organisation des agriculteurs, aspects institutionnels, plus de contacts avec l'agriculteur, sélection des agriculteurs ad hoc, motivation (carotte), démonstration, réalisme, transparence, respect, écoute, patience, choix du lieu, clarifier responsabilités, prendre l'initiative, compétence dans le dialogue (voir panneaux). A l'issue de ce premier remue-méninge, nous avons amorcé un second qui concerne les points à éviter pour l'établissement d'un dialogue pertinent et pérenne entre les différentes parties prenantes. Ils ont notamment évoqué :







A la fin de cet exercice, il a été demandé aux participants de positionner, selon leur point de vue à eux, tout acteur potentiellement concerné par le projet EAU4Food sur un graphique à deux axes : Intérêt pour le projet X Force d'Influence.



En fin de réunion, les participants ont été invités à se positionner individuellement sur un graphique appelé « cercles d'implication ». La question suivante leur a été posée : A quel degré souhaitez-vous vous impliquer dans le projet EAU4Food ?



Les participants avaient 4 choix inclusifs du plus engageant (1) au moins engageant (4) :

1. Participer à toutes les étapes du projet (1<sup>er</sup> cercle) 
2. Etre informé, informer à son tour et participer à quelques étapes du projet (2<sup>ème</sup> cercle) 
3. Etre informé, informer à son tour (3<sup>e</sup> cercle) 
4. Etre informé (4<sup>e</sup> cercle) 

Les participants à la LPA se sont placés majoritairement en 1 (7 personnes), puis en 2 (4 personnes) et en 3 (2 personnes) ; personne ne veut être seulement informé.

A la fin de l'atelier, un tour de table a été fait pour demander aux participants leur perception du travail qui venait d'être effectué et ses suites éventuelles. Les retours étaient plutôt positifs et l'ensemble des participants souhaite continuer.

## TUNIS

L'après-midi, A. Imache, JY Jamin et A. Zaïri avaient un premier rendez-vous avec le directeur de la DGRE (direction générale des ressources en eau) ; mais il a été annulé au dernier moment, notre interlocuteur ayant été réquisitionné par le Ministre de l'agriculture.

Le second rendez-vous était avec les responsables de la DGGR (direction générale du génie rural), au Ministère de l'agriculture, M. Abdelhamid Mnaja et Mme Raqia Latiri. Pour le projet Eau4Food, étaient présents A. Imache, JY Jamin, A. Zaïri et Serge Marlet (Cirad- Tunisie / INRGREF).

Abdelaziz Zaïri a présenté le projet EAU4Food à nos interlocuteurs qui ont manifesté leur intérêt pour ce projet et qui ont posé beaucoup de questions. Nous avons discuté du choix des deux sites, Jendouba et Kairouan, et de l'intérêt plus important de l'INRGREF pour Jendouba (facilité de mobiliser les acteurs, intérêt pour les questions de rotations de cultures). A Kairouan, les questions qui seront traitées concernent notamment le manque d'eau et le rabattement de la nappe.

Abdelaziz Zaïri a par ailleurs évoqué la question de la légitimité de la Recherche à porter ce type de projet et la difficulté qui en découle pour mobiliser les parties prenantes. Il a ainsi émis le souhait que, à l'avenir, ces projets soient « labélisés » développement, et portés par le Ministère de l'agriculture, avec une composante recherche mais sans mission de portage.

La discussion s'est terminée par un engagement de la part de la DGGR de faire le nécessaire pour qu'il y ait au moins un participant qui représente le Ministère aux réunions LPA prévues dans le projet EAU4Food.

La matinée du vendredi a été consacrée à un partage et une discussion de tout ce qui a été fait et dit dans la semaine. Etaient présents les principaux chercheurs engagés dans le projet Eau4food en Tunisie : Insaf Mekki, Olfa Mahjoub, Salia Hanafi, Tarek Ajmi, Abdelaziz Zaïri, Haithem Bahri, Serge Marlet, Julien Burte, Jean-Yves Jamin, Amar Imache.

Abdelaziz Zaïri a commencé par une présentation du périmètre du Brahmi. On retient notamment :

- 370 agriculteurs sur 5000 ha, dont 30% en location
- La surface moyenne travaillée par agriculteur = 10 ha (la surface des exploitations varie de 3 à 200 ha, avec 28% des exploitations ayant une superficie entre 15 et 30 ha et occupant 46% de la superficie du périmètre)
- 2 sociétés agricoles : SMVDA Ennoumou 100 ha et SMVDA Somagri 500 ha
- Un barrage pour l'irrigation (Bouhredma) construit en 1978 avec une capacité de 117 Mm<sup>3</sup>
- Volumes pompés 62 Mm<sup>3</sup>/an, dont 39 Mm<sup>3</sup> facturés aux agriculteurs (différence = diverses « pertes »)
- Tarification 0,126 DT/m<sup>3</sup> pour les cultures diverses et 0,063 DT/m<sup>3</sup> pour les céréales et les fourrages (prix de l'eau d'irrigation subventionné pour ces deux cultures).
- Une étude menée en 2000-2005 a montré qu'en moyenne, les céréales irriguées occupent 1500 ha, contre 900 ha pour les céréales pluviales, 1000 ha de fourrage (dont 200 en pluvial), 200 ha de légumineuses (dont 30 ha en pluvial), 600 ha de maraîchage d'hiver et 275 ha de maraîchage d'été. Suivant cette étude, 77% de la superficie est irriguée. La rotation théorique est céréales/maraîchage/fourrages, mais en réalité il y aurait aujourd'hui 1400 ha de céréales, 550 ha fourrages, 700 ha maraîchage d'hiver, 470 ha maraîchage d'été, 100 ha betterave et 190 ha arboriculture (irrigués), ce qui ne permet pas une telle rotation.
- Annuellement, 900 ha de céréales ne sont pas irrigués (conduits en pluvial)
- 80 % des surfaces irriguées, contre 138 % prévus dans étude de base
- 1400 ha ont été inondés en février 2012 (fortes pluies)
- Les rendements moyens par ha sont de 3,5 t pour le blé dur, 4 t pour le blé tendre, 2,4 t pour l'orge, 75 t pour la tomate, 18 t pour la pomme de terre de saison, et 14 t pour la pomme de terre d'arrière saison

Après cet aperçu sur le périmètre du Brahmi, un tour de table a permis de recueillir les avis individuels concernant les visites de terrain effectuées et les étapes à venir.

O. Mahjoub a manifesté son intérêt pour travailler sur les questions de fertilité des sols ; néanmoins, il faudrait palier le manque de données constaté. T. Ajmi a aussi exprimé la nécessité et le besoin d'actualiser les données disponibles avant d'entamer tout travail d'analyse. H. Bahri a été marqué par la visite des betteraviers, de la sucrerie et du rôle potentiel de la betterave dans la région, qui est

selon lui conditionné par le succès de l'organisation des agriculteurs ; il a aussi exprimé un souhait pour l'actualisation des données. Pour I. Mekki, il y a urgence à caractériser le périmètre du Brahmi afin de mieux cibler et réussir les LPA/CoP. S. Hanafi Salia a attiré l'attention sur le besoin d'informations sur les exploitations afin de trouver des agriculteurs suffisamment représentatifs. Julien a suggéré de travailler en petits groupes dans les « arènes » où travaillent les paysans, pour être chez eux dans leur milieu. A. Zairi souhaite attendre les résultats des CoP et LPA avant d'engager toute action de recherche de type expérimentation : « on doit s'en tenir à la démarche, il ne faut pas aller trop vite ». S. Marlet a évoqué les synergies possibles du projet EAU4Food avec le programme Pap-Agir, tout en s'interrogeant sur l'ampleur de son implication : uniquement à la phase de diagnostic ou à tout le processus ? La question de l'intérêt de la participation en tant que méthode de travail dans ce projet a également été soulevée, pour savoir si la participation vise à créer une dynamique sur le terrain ou bien à collecter des informations nouvelles ? L'idéal étant d'atteindre les deux. JY Jamin a parlé du travail d'enquête à faire pour réaliser une typologie d'exploitations et de pratiques/objectifs, en particulier sur les rotations, il se propose d'aider l'équipe tunisienne à réfléchir et à faire ce travail. Il a aussi soulevé la question de la mobilisation des acteurs, car en effet même si les agriculteurs sont plus mobilisables (à voir lors des premières CoPs), la question de la mobilisation des acteurs institutionnels reste toujours posée, notamment du fait de la situation postrévolutionnaire et de la légitimité de la Recherche à convoquer ce type de dynamique. Amar Imache est revenu sur l'importance du rôle de l'INGC dans ce projet, qui constitue un point fort, mais avec un réseau d'agriculteurs non représentatif ; il faudra donc que nous le complétions ; il est aussi revenu sur l'importance d'impliquer des responsables nationaux, et pas seulement locaux, dans la démarche (DGGR, etc.).

Plusieurs autres questions ont été débattues, notamment sur les limites de la zone de travail : Enrichir problématique du Brahmi avec paysans extérieurs au Brahmi ? A priori, ceci est possible à partir du moment où l'on garde le cap sur les objectifs du projet. Se pose parallèlement la question des objectifs des agriculteurs et de leur importance dans l'aboutissement de la démarche dans une perspective gagnant-gagnant, où le chercheur trouve son intérêt (sujet, originalité, réponse à une demande immédiate,...) et où l'agriculteur trouve aussi son intérêt (des réponses à ses préoccupations, une participation active à un projet multi-acteurs, un dialogue avec les responsables,...).

JY Jamin est ensuite revenu sur la place du Kairouanais dans le projet EAU4Food et de l'intérêt et de la présence de l'INRGREF sur ce terrain. A. Zairi a précisé que dans le Kairouanais, l'INRGREF n'a pas l'intention de déployer les mêmes moyens et la même énergie qu'à Jendouba. Le fait que la région d'Aabida où travaille l'INRGREF, soit une zone sans cadre collectif existant (GDA, associations,...), rend difficile, pour A. Zairi, d'envisager une approche participative « avec des gens atomisés », à l'inverse de Jendouba où les cadres collectifs existent (du moins en théorie). Le travail à Kairouan sera donc essentiellement orienté sur la problématique des eaux souterraines et de l'exploitation de la nappe qui demeure un sujet intéressant et d'actualité.

Enfin, le débat s'est terminé autour du rapport de base que doit fournir l'équipe tunisienne (S. Hanafi et A. Zairi) et pour lequel l'UMR G-Eau (JY Jamin et S. Marlet) se propose de contribuer à la rédaction pour être dans les temps (fin mai). A. Zairi a demandé s'il est possible d'avoir une idée à travers les rapports existants (Afrique du Sud et Éthiopie) et le canevas ODI (traduit en français).

Pour les CoP, il a été décidé de faire une première semaine de terrain du 04 au 09 juin 2012 avec pour objectif d'en réaliser deux: une CoP de départ en début de semaine pour faire un diagnostic/hiérarchisation de problématiques et un diagnostic/hiérarchisation de solutions existantes en atelier, avec les agriculteurs que nous avons déjà rencontrés et d'autres qui seront identifiés entre temps. Puis prendre deux jours de terrain avec les participants disponibles (à répartir en groupe si besoin) afin de matérialiser les résultats de la première CoP avec des photographies (soit en photo safari, soit en photographie participative) et les imprimer. Enfin, à la fin de la semaine organiser une seconde CoP (CoP d'arrivée) afin de mettre en débat les problématiques et les solutions, les formaliser et les structurer pour un débat ultérieur en LPA.

Pour la LPA, il est prévu une journée à la mi-juin (14 ou 15) pour faire une restitution du travail en CoP aux membres de la LPA. Cette restitution sera portée par les représentants des agriculteurs qui auront participé aux CoPs et qui auront été choisis par leurs collègues pour les représenter.

Les premières enquêtes de terrain devront être faites d'ici là par l'équipe INRGREF ; il faudrait assez vite rédiger un guide d'entretien et préciser la méthode d'échantillonnage/zonage ; JY Jamin et S Marlet se proposent d'y contribuer (JY Jamin pourrait revenir en mission en mai). Il serait possible de commencer par une typologie à dire d'experts pour préparer cet échantillonnage.

L'implication de chercheurs Eau4Food étrangers et qui s'intéressent à la Tunisie a aussi été discutée. L'équipe tunisienne n'admet pas de fournir des données sans que les gens ne viennent s'impliquer sur le terrain : il faut qu'ils contribuent au recueil des données, ou qu'ils envoient des stagiaires en co-encadrement. « Si quelqu'un veut des données, il vient les chercher ». « Personne ne collectera des données pour alimenter des modèles ailleurs ».

A Zairi invitera d'abord les collègues espagnols, qui ont déjà exprimé leur souhait de travailler en Tunisie dans le cadre d'EAU4Food (Oussama Mounzer). Mais il ouvrira aussi plus largement cette invitation aux membres du projet désirant venir participer, assister, contribuer, observer... Il s'est aussi dit intéressé à regarder de plus près les différents profils des chercheurs Eau4Food (pour lesquels il serait utile d'avoir une petite fiche type CSIC ?) afin de faire le cas échéant (selon les résultats des Cops) une demande ciblée à telle ou telle autre compétence parmi les membres du projet.

Nous avons ensuite discuté la formation à la facilitation de groupes (durée 3 jours) pour les francophones (Mali et Tunisie). A Zairi souhaite que cette formation ait lieu à Montpellier. Dans ce cas, les dates sont fixées pour les 14, 15 et 16 mai 2012. Le plus tôt est en effet le mieux, afin de pouvoir mieux organiser et animer les CoPs et LPA prévues prochainement avec la participation des chercheurs nationaux. Après une discussion qui a aussi impliqué les chercheurs maliens, la formation en France a donc été retenue.

Enfin, S Hanafi va établir la liste des adresses e-mails de tous les gens impliqués dans EAU4Food en Tunisie, et la diffusera à tous pour favoriser les échanges.

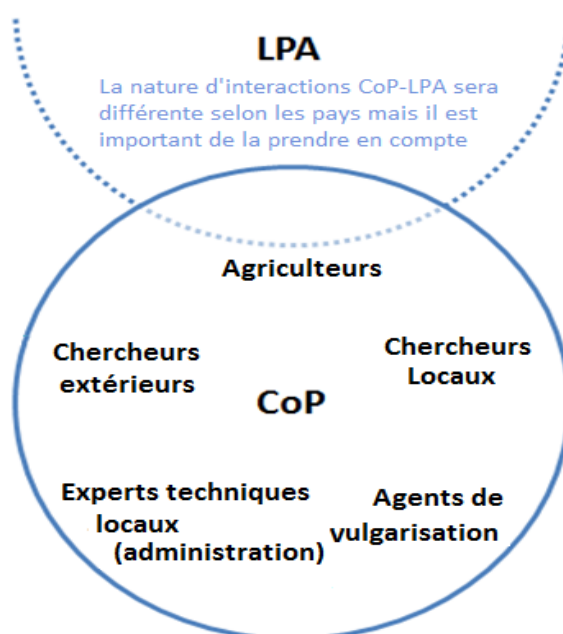


# COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE

## Contexte - pourquoi avons-nous besoin de communautés de pratique dans le projet EAU4Food ?

La recherche sur les questions agricoles, notamment sur l'irrigation, est trop souvent conduite sans prendre en compte les besoins des agriculteurs et leur contexte, ainsi que leur capacité à contribuer en tant que partenaires à part entière. En conséquence, souvent les innovations développées « en laboratoire », ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs et ne sont pas reprises par les agriculteurs. La capacité des agriculteurs à mettre au point des innovations eux-mêmes pour augmenter les rendements, pour rendre leurs cultures plus résistantes à la sécheresse, ou encore pour un meilleur accès aux marchés, a souvent été négligée. Parallèlement, les chercheurs ont produit beaucoup de connaissances dans leur discipline, comme par exemple la compréhension et l'analyse des répercussions des innovations autour de l'irrigation sur l'environnement. Les communautés de pratique (CoPs) sont destinées à fournir un espace dans lequel les agriculteurs et les chercheurs peuvent partager des idées en tant que partenaires, et peuvent développer ensemble des innovations qui répondent réellement aux besoins des agriculteurs dans le but de les partager et de les reproduire au-delà de leur territoire. Par ailleurs, les CoPs pourraient permettre à d'autres experts et praticiens (cf. schéma ci-dessous) d'être impliqués et sollicités – par exemple les agents chargés de la vulgarisation agricole – afin d'accroître le potentiel de réflexion et de discussion des participants et donc de favoriser des innovations qui vont durer et qui seront disséminés.

## Les parties prenantes d'une CoP



## Qu'est ce que la communauté de pratique?

Une communauté de pratique est à la fois un rassemblement de personnes et un processus d'apprentissage où les participants sont à leur aise pour échanger des idées, pour innover et pour apprendre les uns des autres.

D'une part, une CoP est un rassemblement volontaire de praticiens autour d'un même objet d'expertise, en dehors des structures sociales existantes qui d'habitude les « séparent » (hiérarchie, administration,...). La communauté de pratique pour l'innovation en agriculture pourrait impliquer des agriculteurs et des chercheurs avec des connaissances techniques spécifiques, par exemple les sciences du sol ou la gestion de l'eau. Le cas échéant, l'apprentissage et l'innovation développés au sein d'une CoP peuvent être améliorés par la participation d'autres experts techniques tels que les techniciens, ingénieurs et vulgarisateurs qui travaillent dans les administrations hydrauliques et agricoles locales. Il est également important et bénéfique que la CoP ne soit pas limitée à ceux qui participent à toutes les réunions, mais de l'ouvrir à d'autres intervenants en fonction des thématiques abordées. Les communautés de pratique ont vocation à constituer des bases de connaissances leur permettant de continuer à se développer au fil du temps. Ces bases de connaissances peuvent être formelles (bibliothèques, revues ou sites web,...) et/ou informelles (discussions et échanges durant les rencontres).

D'autre part, à travers la construction et l'échange de connaissances, une communauté de pratique devient un processus d'apprentissage entre pairs. Le succès de ce processus est fortement dépendant de plusieurs facteurs sociaux, tels que le sentiment d'appartenance et le fait d'avoir des règles d'engagement adaptées par et pour les participants.

## Rôle des communautés de pratique dans le projet EAU4Food

EAU4Food vise à développer des innovations avec pour objectif leur appropriation durable et à large échelle par les agriculteurs, et avec un impact positif au niveau de l'exploitation (augmentation de la production agricole et donc du revenu de l'agriculteur) d'une part et de leur dissémination à large échelle aux niveaux national et international. La CoP accordera donc une importance primordiale au double objectif de la durabilité et de l'adoption des innovations.

Les CoPs constitueront ainsi un espace de dialogue et de partage pour les acteurs locaux et les chercheurs, afin de comprendre les problèmes, de participer à l'établissement de diagnostics, et de développer et tester des innovations localement pertinentes.

Au-delà du niveau local ou de l'exploitation agricole où les innovations seront testées, les CoPs constitueront également un lien vers les LPAs, l'autre plate-forme de dialogue à l'échelle régionale dans le projet EAU4Food. Les LPAs permettront à leur tour de traduire les innovations spécifiques locales en solutions nationales et internationales (objectif de dissémination). Cela nécessite cependant une véritable communication entre les membres de la CoP et du LPA, et potentiellement la participation de certaines personnes dans les deux types de plateformes.

Les CoPs ne sont, toutefois, pas une recette magique pour la recherche participative et l'innovation. Les CoPs sont une opportunité de partenariat type « gagnant-gagnant » entre les acteurs locaux et les chercheurs, mais pour y parvenir, celles-ci doivent être bien plus qu'une série d'ateliers. Les Cops ont besoin en effet d'un appui permanent, de moyens, de données, d'analyses et de discussions. La première étape consiste à identifier et à engager des participants intéressés vis-à-vis de la démarche, dans un environnement ouvert et transparent. Dans chacun des pays concernés par le projet EAU4Food, il serait important de prévoir des termes de référence précis sur les Cops, adaptés au contexte, ce qui peut rendre encore plus clairs les avantages de cette démarche pour tous les participants. Le développement de chaque CoP est un processus adaptatif qui doit s'adapter aux défis spécifiques du chaque site du projet EAU4Food et des innovations particulières qui y seront proposées par les partenaires.

# LES LPA : LEARNING PRACTICE ALLIANCES

## (FORUM D'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCE).

### Contexte

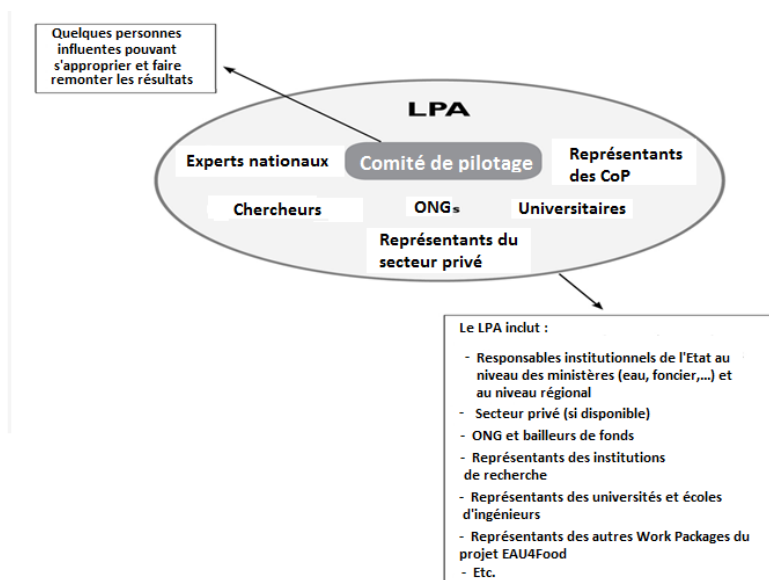
La plupart des recherches sur l'irrigation et la production agricole en Afrique n'ont eu que peu d'impact sur les politiques agricoles nationales. Ceci est dû en partie au fait que la plupart des études soient mono-disciplinaires et dans lesquelles les décideurs, les gestionnaires et les agriculteurs, ne sont pas directement impliqués. Par conséquent, les objectifs de l'augmentation de la production agricole et de la préservation de l'environnement ne sont souvent pas atteints dans les systèmes irrigués en Afrique.

Les LPA se proposent alors pour pallier à ce décalage et fournir un cadre de dialogue pertinent et un processus adapté pour faire aboutir une recherche innovante et participative qui vise à éclairer les responsables politiques. Cette fiche d'information donne un bref aperçu de ce que c'est qu'un LPA et des rôles clés qu'il pourra jouer dans le projet EAU4Food.

### Qu'est-ce qu'une LPA?

Une LPA est une plateforme multi-acteurs qui rassemble un large éventail d'acteurs ayant des compétences variées, afin de partager des informations, d'échanger des connaissances et de générer des solutions novatrices à des problèmes communs. Il peut être composé de plusieurs types d'intervenants (cf. schéma ci-dessous).

### Les parties prenantes d'une LPA



Dans la plupart des cas la LPA est liée aux communautés de pratique sur le terrain pour rendre lisibles les pratiques locales des agriculteurs. Un des principaux objectifs du LPA est de promouvoir la synergie entre les différents intervenants en leur fournissant un cadre de collaboration pour favoriser l'émergence de solutions à des problèmes souvent complexes qui nécessitent la prise en compte de points de vues différents voire contradictoires. Autrement dit, le LPA a vocation à être une plate-forme dans laquelle l'ensemble des

parties prenantes concernées interagissent dans un processus d'apprentissage collectif en vue d'expérimenter et d'assimiler de nouvelles idées et des innovations. Au final, le LPA garantit l'adéquation du programme de recherche envisagé avec les besoins effectifs des destinataires finaux du projet.

## Quel est le rôle de la LPA dans le projet EAU4Food?

EAU4Food permettra la mise en place de plates-formes LPA au niveau régional dans chaque pays à savoir l'Éthiopie, le Mali, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Le LPA au niveau régional facilitera le processus de recherche et d'innovation, en contribuant à l'identification des problèmes qui affectent la production agricole dans les zones irriguées, et en soutenant l'émergence et l'essai de solutions. Les connaissances acquises au travers des innovations techniques et non techniques en agriculture irriguée au niveau local, seront discutées lors de réunions LPA. La pertinence de ces discussions sera ensuite évaluée en vue, le cas échéant, de contribuer et d'appuyer les politiques en vigueur ainsi que les pratiques liées à une production alimentaire performante en agriculture irriguée. Les activités et les interactions entre les intervenants d'un LPA se traduiront par le développement, la diffusion et l'adoption de nouvelles idées et d'innovations. Ces nouvelles idées devraient contribuer d'une part à accroître la production agricole durablement au niveau de l'exploitation agricole, et d'autre part à avoir un impact sur les processus politiques plus larges aux niveaux national et international.

EAU4Food cherchera à s'appuyer à la fois sur les initiatives existantes, sur de nouveaux processus visant à améliorer la production agricole irriguée et sur l'articulation entre les deux. Ainsi, le LPA apportera une valeur ajoutée en tirant parti des synergies positives des connaissances et des compétences des différents intervenants et en favorisant une meilleure communication horizontale et verticale entre l'ensemble des parties prenantes afin d'avoir un impact concret sur la production agricole. Aussi, le LPA a vocation à promouvoir un processus d'apprentissage proactif entre chercheurs, décideurs, praticiens et agriculteurs afin de co-construire de nouvelles approches, stratégies et pratiques plus efficaces pour une production agricole durable dans les cinq pays, et en Afrique en général.

En conclusion, le LPA propose un dispositif à travers lequel les approches participative et transdisciplinaire (base du projet de recherche EAU4Food) peuvent être effectivement mises en œuvre.